



HAL
open science

La frontière syro-jordanienne dans le conflit syrien : enjeux sécuritaires, gestion frontalière

Cyril Roussel

► To cite this version:

Cyril Roussel. La frontière syro-jordanienne dans le conflit syrien : enjeux sécuritaires, gestion frontalière. L'Espace Politique, 2015, Frontières et circulations au Moyen-Orient (Machrek/Turquie), 27, <10.4000/espace-politique.3658>. <hal-04028829>

HAL Id: hal-04028829

<https://hal.science/hal-04028829v1>

Submitted on 14 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La frontière syro-jordanienne dans le conflit syrien : enjeux sécuritaires, gestion frontalière

Cyril Roussel

Chargé de recherche CNRS, Migrinter, Poitiers
cyr.roussel72@gmail.com

Résumé : Depuis le début du conflit syrien, le royaume de Jordanie est confronté à la gestion d'une crise majeure juste de l'autre côté de sa longue frontière septentrionale. Même si Amman a accepté de recevoir des centaines de milliers de réfugiés, la question sécuritaire est restée centrale dans le traitement de cette frontière. Nous verrons la manière dont la Jordanie a, tout au long de ce conflit qui perdure, choisi de sécuriser le Nord de son territoire au fur et à mesure que la menace djihadiste se renforce dans le Sud syrien.

Mots clés : Jordanie, Syrie, frontière, réfugiés, conflit, sécurité, circulation transfrontalière, djihadistes.

The Syrian Jordanian Border in the Syrian Conflict: Security Issues, Border Management

Abstract : Since the beginning of the Syrian conflict, the Kingdom of Jordan has to administrate a major crisis on the other side of its northern border. Even if Amman agreed to receive hundreds of thousands of refugees, the security issue still remains central about how this border is considered. We will analyse how Jordan, during this whole long-lasting conflict, chose to secure the northern part of its territory, as the jihadist threat is growing stronger in the South of Syria.

Keywords : Jordan, Syria, border, refugees, conflict, security, transborder circulation, jihadists.

Introduction

Au moment des toutes premières manifestations en Syrie (à Deraa, le 15 mars 2011), à quelques kilomètres de la frontière jordanienne, il était alors impossible d'envisager le chaos que ces événements préfiguraient. Personne à cette époque n'aurait imaginé que l'ensemble des frontières du Moyen-Orient seraient affectées par un des plus violents conflits de ce début de siècle. En effet, l'affaiblissement du régime syrien s'est accompagné progressivement d'une perte de contrôle territorial de plus en plus importante, aiguissant les convoitises de tous les pays de la région – voisins directs ou plus lointains comme l'Iran – tout en suscitant l'intérêt des puissances mondiales (Etats-Unis, France, Russie).

Les travaux portant sur les reconfigurations socio-spatiales des frontières au Moyen-Orient en période de conflit sont encore marginaux (Roussel, 2014). Mais il s'agit d'un champ qui pourrait s'ouvrir si les conditions d'accès aux divers terrains le permettaient. Dans cet article, nous avons choisi de centrer notre propos sur la gestion de la frontière jordano-syrienne par les autorités du royaume hachémite à partir d'un travail de terrain que nous avons effectué entre 2012 et 2015 à Amman et dans les zones frontalières de la Syrie, côté jordanien (Irbid, Mafraq, Ramtha et les villages proches de la frontière). Ce travail tente de saisir la manière dont la Jordanie a cherché à contrôler les circulations transfrontalières (réfugiés,

contrebandiers, combattants rebelles) sur sa frontière nord tout en cherchant à concilier la sécurité avec ses intérêts stratégiques (alliance militaire, alliance diplomatique, économie commerciale). Il a été réalisé à partir d'une série d'entretiens menés en Jordanie auprès de divers acteurs transfrontaliers (réfugiés, combattants rebelles, activistes de la Révolution syrienne) ainsi qu'auprès d'organismes qui travaillent dans les zones frontalières (associations humanitaires et caritatives, représentants des autorités locales, armée).

Les sources écrites disponibles sur la politique jordanienne vis-à-vis du conflit syrien ne sont pas particulièrement abondantes mais ce thème a été cependant abordé par quelques chercheurs dans des publications spécialisées : Jalal Al-Husseini (2013), Ben Fishman (2014), Nikita Malik (2014). De plus, nous disposons de quelques travaux pour comprendre l'évolution du contexte politico-militaire dans le Sud de la Syrie – Aron Lund (2014, 2015), ICG (2015). Nous nous appuyons également sur plusieurs articles de journaux – Phil Sands (2015), Phil Stewart (2014).

Si la Jordanie demeure l'un des acteurs les plus discrets du conflit syrien, c'est parce qu'elle doit concilier des enjeux totalement contradictoires comme la nécessité d'un cantonnement de la contagion islamiste, tandis qu'une frange de sa population est idéologiquement proche de ces mouvements politiques¹. Ou encore, le maintien de ses relations stratégiques avec ses alliés américains et du Golfe – qui sont aussi ses principaux bailleurs de fonds – alors qu'elle entretient une réelle dépendance économique vis-à-vis de la Syrie et qu'elle est toujours restée en relation étroite avec la Russie, principal allié de Damas. Ainsi, rarement la Jordanie a été présentée à la lumière de ses paradoxes, ni dans toute sa complexité, alors même que son avenir semble suspendu à des choix qui ne dépendent pas totalement d'elle. La manière dont le pays gère les circulations transfrontalières à sa frontière avec la Syrie nous a permis d'établir une analyse des enjeux qui permettent de comprendre le positionnement politique du royaume par rapport aux acteurs présents de l'autre côté.

Nous analyserons d'abord comment la Jordanie a joué un rôle humanitaire de premier ordre dans le conflit syrien en maintenant sa frontière ouverte aux réfugiés. En même temps, elle a établi tout un dispositif de contrôle des populations qui souhaitaient entrer sur son territoire. Nous verrons ensuite que le royaume hachémite a dû presque totalement restreindre l'arrivée des réfugiés tout en tentant de lutter contre la contrebande qui s'était développée. La présence de groupes djihadistes de l'autre côté de la frontière a été l'un des éléments moteur de ce changement de politique. Mais pas seulement. Enfin, dans le but de contenir la présence islamiste dans le sud de la Syrie, Amman, avec ses alliés, a choisi de soutenir certains groupes rebelles syriens chargés de faire du Hauran un territoire dans lequel son influence aurait permis de contenir ses ennemis loin au Nord. Mais le gel de cette option fin 2015, repose la question de la sécurité de la Jordanie alors même que la Russie est intervenue militairement dans le conflit.

I. La fonction « humanitaire » de la frontière (mars 2011-juin 2013)

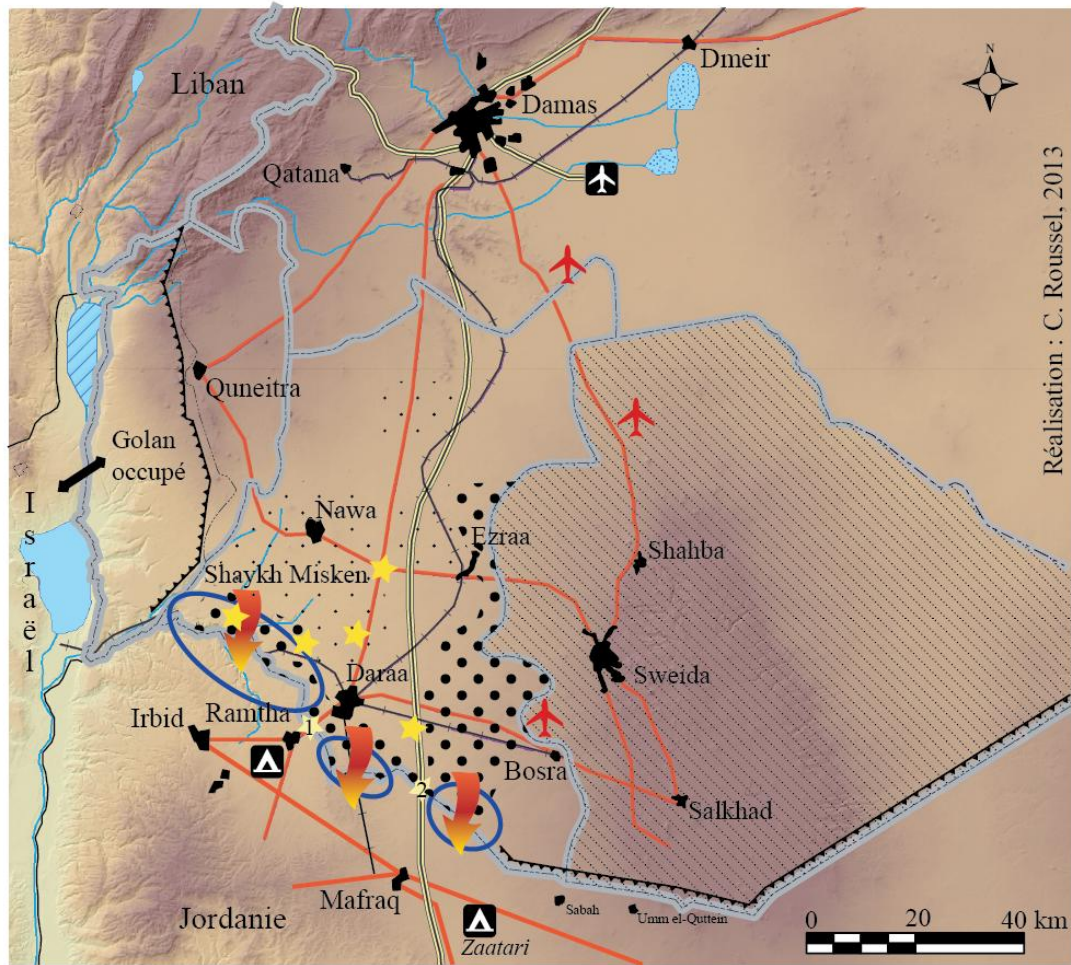
1.1 Routes clandestines des exilés syriens vers le refuge jordanien

¹ Des religieux jordaniens d'obédience salafiste comme Abu Mohammad al-Maqdisi et Abu Qatada ont une influence en Jordanie. Il est cependant très difficile d'estimer le poids réel de leurs supporters. Pour Jalal al-Husseini (2013) leur côté de sympathie s'est grandement effritée depuis les attentats d'Amman de 2005, perpétrés par le jordanien Moussab el-Zarkawi (el-Qaida en Irak).

Avant le début de la guerre en Syrie, la frontière jordano-syrienne comportait deux points de passage officiels (carte 1) : le premier entre Deraa et Ramtha était une petite douane ouverte aux échanges locaux et aux taxis qui transportaient les personnes entre les deux villes uniquement, respectivement à quelques kilomètres de part et d'autre de la frontière. Le second se situe plus à l'Est de Deraa sur l'autoroute qui relie Damas à Amman. Poste de douane ouvert au trafic international, c'est par là que les échanges commerciaux régionaux se réalisaient avant sa fermeture le 1^{er} avril 2015. Principale « porte » d'entrée des produits qui transitaient de la Syrie (et du Liban) vers les pays du Golfe, le poste frontalier de Nassib/Jaber revêtu depuis longtemps une importance stratégique pour le royaume hachémite.

Située à la frontière jordanienne, Deraa – capitale de la province du même nom – a été le berceau de la révolte contre le régime de Bashar al-Assad en mars 2011. Après quelques journées de manifestations pacifistes (fin mars 2011) pour demander que justice soit faite suite à l'arrestation et aux tortures d'un groupe d'adolescents qui avaient tagué un slogan anti-régime sur le mur de leur école, la ville fut rapidement quadrillée et punie par l'armée syrienne (24 avril-5 mai). Le poste frontalier entre Deraa et Ramtha fut fermé lorsque l'armée syrienne entra dans la ville contestataire pour la couper du monde. En avril, les manifestations avaient gagné de nombreuses villes à travers le pays. Dès mai-juin 2011, la répression poussa certains soldats à désertir l'armée : les premiers groupes armés d'autodéfense, embryon de l'ASL, se formèrent dans le Hauran tout comme dans d'autres parties du pays. Depuis la militarisation du conflit syrien à partir de l'été 2011, la province a été le théâtre de nombreuses batailles, durant lesquelles les insurgés ont pu s'emparer très progressivement, au cours des deux premières années du conflit, du contrôle d'une portion toujours plus longue de la frontière. A partir de la frontière syro-jordanienne, les rebelles, constitués en de nombreuses brigades, ont gagné du territoire pour, peu à peu « libérer », comme ils le disent eux-mêmes, des villages et des villes du Hauran toujours plus au Nord en direction de Damas (carte 1).

Carte 1 : Frontière jordanienne et conflit en Syrie au début 2013



Réalisation : C. Roussel, 2013

- | | | |
|--|---|--|
| frontière syrienne | zone urbaine | rivière |
| limite de province syrienne | voie ferrée | lac |
| limite du Golan occupé | autoroute | lac temporaire |
| absence de passage | route principale | zone irriguée |
| 1 poste frontière (Ramtha) fermé en 2011 | zones mal contrôlées par l'armée syrienne | région druze (hostile aux rebelles) |
| 2 poste frontière (Jaber) | passages de réfugiés syriens | région contrôlée par les rebelles de l'ASL |
| aéroport militaire | camps réfugiés syriens | présence de brigades ASL |
| | combats principaux (mars 2013) | |

Source : OCHA ; entretiens personnels.

Entre l'été 2011 et l'été 2013, les combats entre rebelles du Hauran et armée syrienne ont engendré des dizaines de milliers de déplacés à l'intérieur de la Syrie (partis s'installer à Damas ou à Sweida) ainsi que près de 500 000 réfugiés² qui vinrent s'installer en Jordanie. Si la majorité des réfugiés syriens présents dans le Nord du royaume hachémite provient du Hauran³, de forts contingents sont originaires de Damas-rural et de la province de Homs. Durant les deux premières années du conflit, la frontière syro-jordanienne fut utilisée comme un moyen sûr pour les populations civiles de fuir les combats qui se déroulaient chez eux. En même temps, les activistes syriens puis les combattants des groupes rebelles utilisèrent, dès mars 2011, la Jordanie comme un terrain de repli depuis lequel ils pouvaient mettre en place leur logistique, organiser la résistance, se reposer ou se soigner. Ils y retrouvaient généralement leurs proches en exil⁴ qui préféraient fuir le pays plutôt que d'être arrêtés par les *mukhabarat*-s (services de renseignement) syriens. Pour les révolutionnaires du Hauran, la proximité de la Jordanie comportait de nombreux avantages comme celui de pouvoir diffuser des vidéos sur les réseaux sociaux afin de témoigner de la violence sur le terrain⁵. La plupart des réfugiés du Hauran trouvèrent ainsi refuge, dans un premier temps, dans les villages du Nord de la Jordanie (province d'Irbid et de Mafraq) où ils possédaient généralement de la famille. Entre le printemps et l'automne 2011, les autorités du royaume avaient créé plusieurs petits camps de transit pour filtrer et recenser les Syriens qui, toujours plus nombreux, traversaient clandestinement la frontière jordanienne en coupant à travers champ. Pourtant, les Syriens du Hauran étaient déjà présents en Jordanie depuis les premières semaines du conflit puisque beaucoup avaient choisi de se réfugier chez leurs proches, juste de l'autre côté de la frontière, pensant que le conflit ne durerait pas. Des milliers de personnes se sont rendues alors en Jordanie au cours de l'année 2011 sans que le HCR n'en porte la trace, la plupart d'entre eux ne s'étant pas inscrits⁶.

Le déclenchement de la révolte à Deraa n'empêcha pas les Syriens non recherchés par les autorités de Damas pour activités révolutionnaires – et qui, bien entendu, possédaient un document de voyage – de se rendre au poste officiel de Nassib/Jaber pour voyager dans le royaume de Jordanie. Mais comme un nombre toujours plus important de personnes était recherché par les services de renseignement syriens pour leurs implications dans des activités liées à la rébellion, des routes clandestines transfrontalières se sont peu à peu organisées⁷, à partir du mois d'avril 2011. Les premiers points de passage illégaux « à entrer en fonction » à cette époque furent ceux d'El Mataiyeh au Sud-Est de Taïbeh et de Tell Shaab (carte 2) ; ils étaient les uniques portes de sortie pour les opposants connus du régime et leur famille. Une coordination entre les gardes-frontières jordaniens et les activistes de la rébellion rendit

² Source UNHCR (<http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>)

³ En juin 2015, 77,4 % des réfugiés syriens présents dans la province d'Irbid en Jordanie sont originaires de la province de Deraa (source UNHCR).

⁴ Les premières familles de Deraa ont fui cette ville à partir d'avril 2011 après l'arrivée de l'armée.

⁵ Entretien avec Yaroub Mahamid et Saeed el-Masry (activistes au sein de la révolution syrienne à Deraa, Amman, juin 2015).

⁶ Nos entretiens effectués fin 2011 dans le Nord de la Jordanie montraient que les Syriens ne se considéraient pas comme des réfugiés. Ils ne souhaitaient tout bonnement pas être inscrits sur les listes du HCR, par peur des représailles de la part des services de renseignement du régime.

⁷ Au début de la révolte syrienne, les blessés étaient acheminés clandestinement en Jordanie car les risques d'arrestations dans les hôpitaux syriens demeuraient élevés. Avec l'intensification de la répression, à partir de septembre 2011, et le glissement vers la révolte armée (le bataillon Hamad Khalaf créé en octobre 2011 marque le début de l'ASL dans le Hauran), les passages illégaux à travers les « barbelés » se multiplient. Les passages clandestins sont dénommés par les Syriens « *tariq el-shîk* », c'est-à-dire la « route des barbelés ».

possible l'arrivée en Jordanie des premiers réfugiés et des blessés⁸. Après l'attaque de réfugiés au point de passage clandestin de Tell Shaab en août 2012 par l'armée syrienne, un troisième lieu de sortie du territoire émergea : Heet. Au début très dangereuses à emprunter – car les campagnes à l'Est et à l'Ouest de Deraa étaient toujours sous contrôle de l'armée syrienne –, ces routes parallèles devinrent de plus en plus fréquentées au fur et à mesure que les groupes de combattants de l'ASL prirent le contrôle de pans de territoires le long de la frontière jordanienne. A partir de l'été 2012, il était devenu plus aisé de franchir clandestinement la frontière avec l'aide des rebelles syriens pour se rendre en Jordanie. De plus, certains secteurs, toujours contrôlés par les forces du régime, étaient de véritables « passoires » tant la corruption des gardes-frontières était aisée. Les points de passage illégaux les plus fréquentés étaient alors les suivants : Heet/Qseir, Tell Shaab au Sud de Mzeirib, par le Sud de Nassib, de Taïbeh et de Tiesya (carte 2). Globalement, les mois de septembre-octobre 2012 marquèrent le début des premières grosses vagues de réfugiés en Jordanie par ces passages illégaux⁹ tant la traversée de la frontière jordanienne était facile.

Début 2013, l'ASL remporta plusieurs batailles qui éloignent plus encore l'armée syrienne de la frontière (prise de Shajara, Mzeirib, Dael à l'Ouest de Deraa¹⁰) – carte 1. La violence des combats dans des zones peuplées de civils et l'utilisation massive des bombardements aériens pour faire fuir les populations provoquèrent des déplacements massifs, dont une partie s'est dirigée vers le royaume hachémite. C'est alors l'époque des grandes filières de réfugiés à travers la Syrie en direction des pays limitrophes dont la Jordanie fait partie : les candidats à l'exil étaient alors acheminés vers des localités de transit particulières dans lesquelles ils se rassemblaient – Al Kisweh au Sud de Damas était une tête de pont des routes pour les candidats à l'exil vers le Sud, et le principal lieu de regroupement avant de poursuivre vers la frontière syro-jordanienne. De nouveau regroupés dans des villages frontaliers (Heet, Mzeirib, Taïbeh), ces derniers pouvaient traverser collectivement la frontière. Les filières étaient organisées par les rebelles de l'ASL et étaient destinées à sécuriser les itinéraires internes à la Syrie pour les activistes et leurs familles¹¹. Ainsi des groupes non-combattants en lien avec l'ASL étaient chargés de transporter les futurs réfugiés, étape par étape, à travers un dispositif qui permettait d'éviter les contrôles du régime¹². Ce système de circulation sécurisé mis en place pour ceux qui étaient impliqués dans la révolte ne concerna donc qu'une partie des réfugiés, les plus exposés, qui se rendaient en Jordanie. Les « autres » pouvaient circuler sans risque¹³ en Syrie jusqu'au Sud. A partir du début de l'année 2013, le nombre de réfugiés syriens entrant en Jordanie augmenta très largement (117 000 enregistrés au HCR à Noël 2012 ; 490 000 fin mai 2013). Les points de passage de Nassib, Tell Shaab et Heet (par Qseir) virent alors transiter des dizaines de milliers de réfugiés par mois entre janvier et mai 2013, période constituant un pic d'arrivées, le plus important jamais enregistré (graphique 1).

⁸ Entretiens réalisés dans le camp de Bashabshe en juin 2012 auprès de réfugiés syriens.

⁹ Entretiens réalisés au camp de Zaatari, décembre 2013.

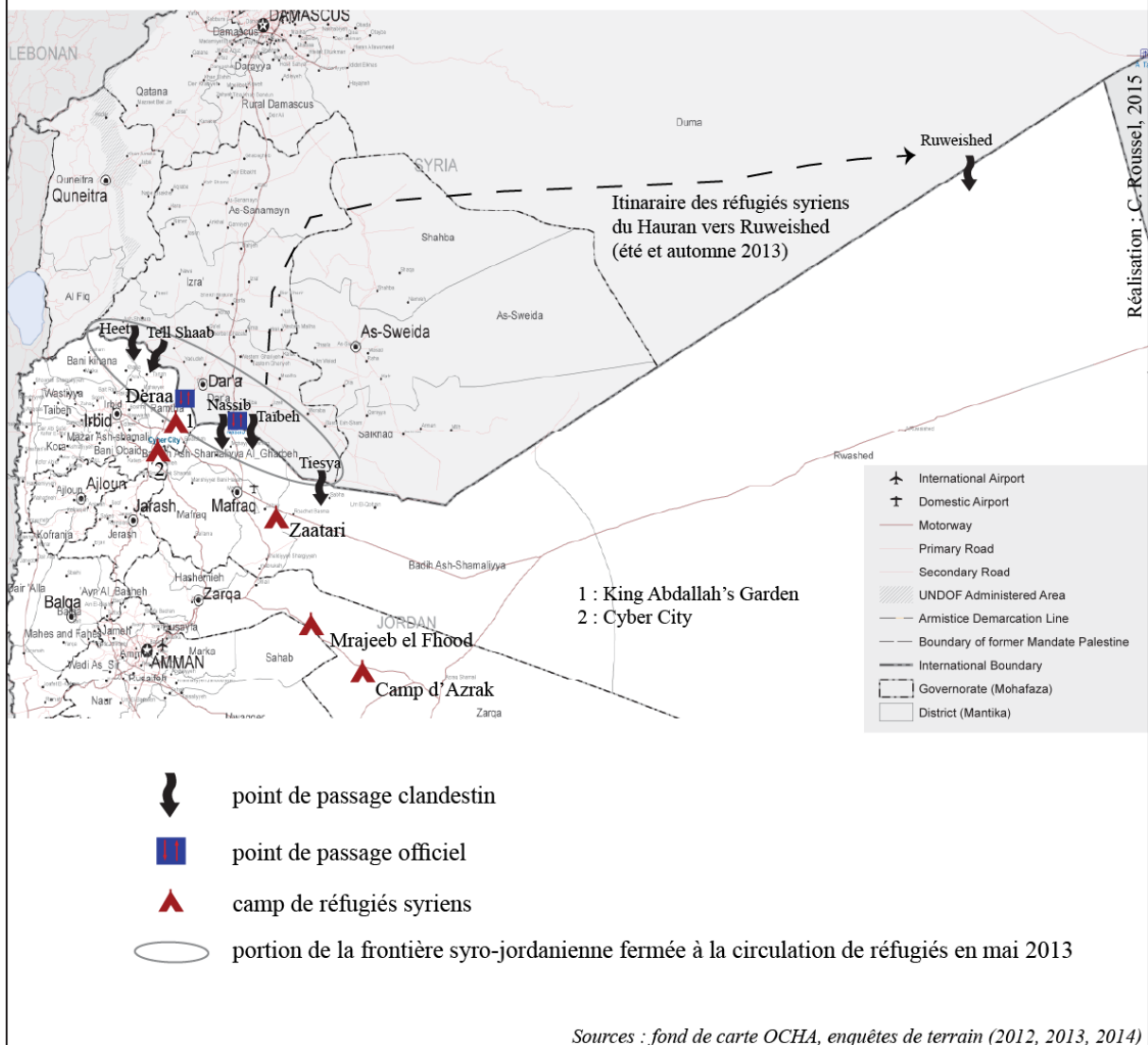
¹⁰ Nous verrons les raisons de ces victoires dans la partie III de cet article.

¹¹ Amman accueille quelques anciens hauts dignitaires du régime syrien qui ont fait défection, comme l'ex-Premier ministre syrien Riyad Hijab, mais aussi beaucoup d'activistes et d'opposants anonymes.

¹² Entretiens réalisés à Irbid en 2013 auprès de divers Syriens ayant une activité au sein de la rébellion syrienne.

¹³ Un activiste syrien nous tint ces propos : « Ceux qui n'étaient pas impliqués dans le conflit pouvaient se déplacer dans le pays. Bien sûr, ils ne disaient pas qu'ils allaient se réfugier en Jordanie ! Il leur suffisait, en cas de contrôle, d'affirmer qu'ils se rendaient chez des proches ou qu'ils fuyaient des terroristes » (Shukry Mahamid, janvier 2013, Irbid).

Carte 2 : Les points de passage légaux et clandestins entre Syrie et Jordanie (2012-2013-2014)



Les activistes les plus recherchés¹⁴ en provenance du centre de la Syrie (Homs), désireux de se rendre en Jordanie, ont privilégié à partir de début 2013 un itinéraire bien plus long mais moins risqué. Leur but était bien entendu d'éviter les barrages du régime qui tronçonnent les routes syriennes. Cet itinéraire secondaire qui passait par Qariataïn et Tadmor, a permis l'acheminement des candidats à l'exil à travers le désert de la palmyrénne jusqu'au point de passage clandestin de Ruweished à quelques encablures du tripont jordano-syro-irakien (carte 2). Ce parcours coûte cependant très cher car le nombre d'intermédiaires à rémunérer pour s'y rendre demeure important. Nous noterons que c'est le seul point de passage clandestin à être resté en activité après la fermeture du tronçon hauranais de sa frontière par l'armée jordanienne en 2013.

¹⁴ De nombreux activistes de la rébellion, classés à tort ou à raison comme des islamistes, risquaient l'emprisonnement et très probablement la torture lorsqu'ils étaient enregistrés sur les listes des services de renseignement syriens. Nous en avons interviewé plusieurs à Mafraq pendant l'été 2013. Nous gardons leur identité secrète pour des raisons évidentes de sécurité.

1.2 Camps et filtrage : le dispositif de contrôle des populations syriennes

Le système de contrôle des réfugiés syriens mis en place par la Jordanie au cours des deux premières années de conflit était le suivant : une politique de frontière ouverte, la création de camps de réfugiés mais avec la possibilité d'en sortir et une gestion des réfugiés largement basée sur l'action humanitaire et l'aide caritative. A l'entrée sur le territoire jordanien, les réfugiés étaient contrôlés et « triés » par les autorités, qui avaient pour cela créé des petits camps à Ramtha. En coordination avec l'ASL, les autorités jordaniennes accueillaient les réfugiés aux divers points de passage illégaux avant de les conduire, par autobus militaires, vers les camps de Bashabshe ouvert en mai 2011, de Cyber City (Ramtha) ou dans le stade de Ramtha lorsqu'il s'agissait d'hommes seuls (carte 2). Le camp de King Abdallah's Garden, d'une capacité de 1200 personnes, fut ouvert également quelque temps plus tard au Sud de Ramtha pour désengorger les précédents. Cyber City fut progressivement réservé aux Palestiniens (voir supra). En juillet 2012, le camp de Zaatari fut ouvert pour absorber l'afflux de personnes et proposer de nouvelles conditions et capacités d'accueil¹⁵. Les réfugiés y sont alors enregistrés par le HCR, ce qui leur permet de bénéficier de l'aide humanitaire fournie par les Nations-Unies ; de leur côté, les grandes associations caritatives islamistes qui opèrent en Jordanie (Kitab al-Sunna, Markaz islami, Takaful) demandent uniquement une carte d'entrée sur le territoire émise par les autorités jordaniennes pour distribuer l'aide à leurs bénéficiaires syriens. Il était généralement assez facile à ces derniers, surtout les deux premières années du conflit, de trouver un *kafil* jordanien (garant) pour sortir des camps et s'établir dans les villages et bourgades jordaniennes ou encore à Amman. Pour les habitants du Hauran, les réseaux de proximité familiale furent largement mis à contribution. Les mêmes familles vivent de part et d'autre de la frontière et ces liens furent à l'origine de la relocalisation d'une grande partie des réfugiés du Hauran syrien dans les villages jordaniens du Sahel el Hauran et à Irbid¹⁶.

Pour tous les Syriens entrés illégalement en Jordanie, le passage par un camp (considéré par les autorités jordaniennes comme le seul moyen de les filtrer et de les enregistrer) est toujours demeuré une obligation. Lorsqu'ils entrent sur le territoire jordanien, les réfugiés sont obligés de laisser un document d'identité (carte d'identité en général) auprès des autorités jordaniennes le temps de leur séjour. Cette procédure a lieu à Mafraq, dans un établissement destiné à effectuer toutes les formalités de contrôle : le *mokhaba sahan*. En retour, ils reçoivent une « carte de sécurité » (*bitâqa amniyé*) distribuée lors de leur arrivée, qui prouve leur enregistrement auprès des autorités du pays. Ils récupéreront leur pièce d'identité lorsqu'ils retourneront en Syrie. Cette procédure a lieu juste avant l'entrée dans le camp : ce système de contrôle permet aux services de renseignement jordaniens de les identifier. Ainsi, si les Syriens décident de rentrer au pays, tout retour en Jordanie leur sera alors impossible, ce qui leur fait dire avec humour qu'ils sont dans une logique du « *one way ticket* ». Soucieuse

¹⁵ Le camp de Bashabshe et le stade de Ramtha furent fermés quelques mois après l'ouverture de Zaatari qui au sommet de sa fréquentation en avril 2013 a atteint plus de 150 000 réfugiés. Puis le camp de Mrjeb el Fhood fut construit au même moment grâce à des financements émiratis. En mai 2014, le dernier « grand » camp d'Azrak ouvrait ses portes pour désengorger Zaatari. Loin dans le désert, il reste encore en dessous de sa capacité d'accueil total.

¹⁶ De nombreuses grandes familles – parmi lesquelles on peut citer les Zobi, Masri, Hariri, Mahamid, Massalmah, Haynawi, Nattukh, Khebdawi, Rawshdey – s'étaient ainsi retrouvées séparées par la frontière mandataire. La plupart des entretiens que nous avons menés en 2012 et 2013 dans la province d'Irbid soulignent l'importance des réseaux familiaux quant au choix de l'implantation des réfugiés syriens en Jordanie.

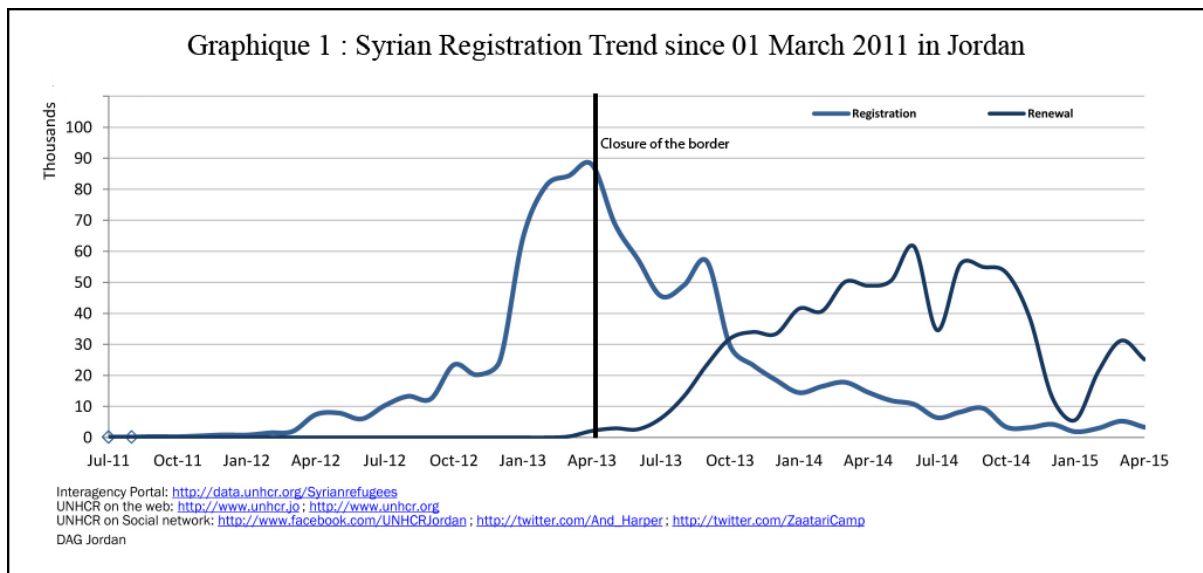
de préserver son marché du travail ainsi que sa sécurité intérieure, la Jordanie a prioritairement accueilli les familles (femmes et enfants) et les personnes âgées. Les jeunes célibataires étaient mis à part sous couvert de traiter en priorité les « plus vulnérables »¹⁷. Enfin, le système de la *kafala* obligatoire pour sortir des camps rend plus facile le « pistage » des réfugiés syriens une fois en dehors.

Le dispositif de contrôle jordanien n'était alors pas focalisé sur la frontière elle-même, mais bien sur la population syrienne qui entrainait sur le territoire. Même si la menace islamiste n'était pas aussi importante qu'elle ne l'a été à partir de 2013, le royaume cherchait déjà à assurer sa stabilité intérieure. Ainsi, les Palestiniens de Syrie sont interdits de territoire depuis le déclenchement du conflit syrien. Il semble que des milliers de Palestiniens, réfugiés depuis 1948 ou 1967 en Syrie, auraient été refoulés à la frontière jordanienne en raison de leur origine. « Sur les quelque 7 000 Palestiniens qui sont parvenus à rejoindre la Jordanie, soit avant que le pays ne leur interdise l'accès à son territoire l'année dernière, soit à l'aide de faux papiers, une partie a été reconduite par la force à la frontière, là encore en violation du droit international » précise un rapport d'Amnesty international de 2013¹⁸. Un camp spécial (Cyber City) leur a même été réservé, duquel ils ne pouvaient sortir, contrairement aux Syriens.

II. Vers le bouclage de la frontière jordanienne pour les réfugiés syriens

2.1 Le virage à 180 ° de la politique jordanienne dans la gestion de sa frontière

En Jordanie, la fermeture de sa frontière avec la Syrie correspond au pic d'arrivée des réfugiés de janvier/avril 2013 (voir graphique 1) : subitement, la gestion de la frontière septentrionale par les autorités jordanienues change. On passe d'un espace de transit géré de façon « humanitaire » (gestion de l'urgence) à un espace sécuritaire, fermé et contrôlé par l'armée jordanienne.



¹⁷ Entretien avec le chef du camp de Bashabshe, Ramtha, juin 2012.

¹⁸ <http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Refugies-et-migrants/Actualites/Jordanie-la-dure-vie-des-refugies-palestiniens-9148>

A titre d'exemple, presque 1/3 de la population civile de la province de Deraa a été transférée en Jordanie (estimation pour l'année 2015¹⁹). Devant cet afflux, particulièrement inquiétant pour la stabilité socio-politique du petit royaume, l'option des « frontières ouvertes » mise en place par la Jordanie depuis mars 2011 fut alors soudainement stoppée à partir de mai 2013. A l'aide d'un dispositif militaire aux mailles serrées tout le long de leur frontière avec la Syrie, les autorités jordaniennes bloquèrent les points de passage clandestins. Ainsi, en quelques heures, toute possibilité de sortie de Syrie par l'un des nombreux points de passage illégaux le long de la frontière syro-jordanienne du Hauran fut annihilée. Sur la frontière sud du Hauran, seul un point de passage officiel restait ouvert aux détenteurs d'un passeport et à la circulation marchande : le poste de Nassib/Jaber. Ce fut l'unique moyen de contenir la forte pression qu'exerçait la Syrie sur son voisin du Sud, en utilisant les réfugiés comme une « arme » de déstabilisation, tant la présence de centaines de milliers de Syriens dans ce petit pays, pauvre en ressources, constitue une charge financière colossale et un élément de déstabilisation réel²⁰.

La justification de cette nouvelle politique ne fut cependant jamais ouvertement assumée par les autorités jordaniennes. Selon la version officielle, le renforcement du contrôle à la frontière septentrionale (car l'idée de « fermeture » a toujours été rejeté) est lié au risque d'infiltration de groupes extrémistes sur le territoire jordanien qui pourraient nuire à sa sécurité interne, risque qui s'est accru avec le retrait progressif des autorités syriennes de leurs marges frontalières, dans les secteurs limitrophes de la Jordanie et de l'Irak. Il est vrai qu'au cours de l'année 2013, les mouvements rebelles islamistes²¹ se sont imposés sur les grands champs de bataille syriens au détriment des groupes modérés de l'ASL composés à l'origine de déserteurs de l'armée syrienne ; seul le Hauran fait exception et nous verrons plus loin quelles en sont les raisons (voir partie III). Mais ce contrôle accru de la frontière, qui s'effectue unilatéralement par renforcement de la sécurité autour du pays en crise, est destiné aussi et surtout à juguler les flux de réfugiés, dont leur politisation, « en particulier leur adhésion à un islamisme radical, inquiète » (Al-Husseini, 2013, p. 285). De plus, afin de ne pas se mettre à dos les Nations-Unies et de ne pas trop s'exposer aux critiques de la communauté internationale, les autorités jordaniennes conservèrent uniquement le point de passage de Ruweished, comme unique porte de sortie pour les réfugiés qui ne pouvaient emprunter le poste frontière de Nassib/Jaber. Ainsi, officiellement, la frontière avec la Syrie ne pouvait être considérée comme « fermée ».

Le résultat immédiat de cette mesure fut l'accumulation des Syriens candidats à l'exil dans les lieux de regroupement du Hauran, ainsi que la coupure des filières d'acheminement des réfugiés vers la Jordanie par le Hauran sous la houlette des rebelles de la région. A l'automne 2013, les associations humanitaires syriennes parlaient, pour le côté syrien du Hauran, de dizaines de milliers de personnes en attente d'une ouverture des passages par les Jordaniens.

¹⁹ D'après les données du HCR, 45,4 % des réfugiés syriens en Jordanie sont originaires de la province de Deraa, soit environ 318 000 réfugiés. La population de la province de Deraa étant estimée à 1,1 million d'habitants au début du conflit (projections démographiques à partir du recensement de 2004), on peut donc penser qu'environ 29 % de sa population a été transférée en Jordanie entre 2011 et 2015.

²⁰ La pression s'exerce sur le marché du travail, sur le marché locatif et plus généralement sur les infrastructures de santé et d'éducation.

²¹ De 2012 à novembre 2013, les principaux groupes rebelles islamistes et djihadistes (mis à part le *Jabhat al-Nosra*) se regroupent au sein du Front islamique de libération syrien (FILS) ou bien au sein du Front islamique syrien (FIS). Ils rejettent la Coalition nationale syrienne (CNS) en 2013 et fusionneront en novembre 2013 pour former le Front islamique (FI).

Ils étaient localisés dans les bourgades de Tell Shaab, de Msfirah qui étaient des lieux de regroupement connus. L'ouverture ne s'est jamais produite : dans ces conditions, une nouvelle filière s'est rapidement mise en place côté syrien afin de permettre aux réfugiés qui en avaient les moyens²² de quitter la Syrie par l'unique point de passage laissé ouvert, loin à l'Est dans le désert. La fermeture des routes occidentales obligea ainsi beaucoup de Syriens à faire le choix, plus dangereux, du voyage vers l'Est, à travers la province de Sweida (contrôlée par l'armée du régime) et à travers le désert jusqu'au point de passage informel de Ruweished²³. En juillet 2014, ce passage a commencé à être fortement limité lui aussi par les autorités jordaniennes, même si officiellement elles le démentent. D'après le discours officiel la frontière est dorénavant « bien gérée » ; la Jordanie ne laisse plus passer que quelques dizaines de réfugiés quotidiennement et au compte-goutte. Le dispositif mis en place à partir de l'été 2013 par la Jordanie afin de stopper le flux de réfugiés syriens sur son territoire ne serait pas complet si l'on ne faisait pas mention des restrictions à l'aéroport d'Amman. Les Syriens n'ont pas besoin de visa pour se rendre en Jordanie (à l'inverse du Liban depuis janvier 2015) mais les Syriens sont interdits d'entrer en Jordanie par l'aéroport Queen Alia s'ils ne possèdent pas de permis de résidence (sauf exceptions spéciales).

2.2 Maintien des circulations transfrontalières syro-jordaniennes : les réfugiés de retour en Syrie et les trafics clandestins

Si l'année 2013 commence avec d'importantes victoires rebelles le long de la frontière jordanienne (carte 1), les réfugiés syriens en Jordanie assistent également à une nette baisse des aides humanitaires (associations caritatives et agences des Nations-Unies confondues) : aussi bien de la part des Etats que de celle des donateurs privés du Golfe. La conjonction de ces deux facteurs amorça une forte vague de retour des réfugiés du Hauran dans les secteurs « libérés » lors des offensives du printemps. Sans ressources complémentaires autres que les coupons du HCR (24 JD par personne et par mois en 2013), beaucoup ont préféré retourner dans les zones du Hauran sous contrôle rebelle, plutôt que continuer à payer des loyers devenus trop chers ou vivre dans un camp. En janvier 2014, l'« Organisme hachémite pour les réfugiés » (association jordanienne financée en partie par le gouvernement jordanien) estimait à 106 000 personnes le nombre des Syriens « retournés » en Syrie depuis le printemps 2013. Ce mouvement de retour était le seul autorisé officiellement par les autorités jordaniennes à travers sa frontière ; elles purent ainsi se délester quelque peu de la pression qui pesait sur le pays. Le procédé de retour est relativement simple à effectuer : les Syriens qui désirent rentrer en Syrie déposent une demande auprès des autorités jordaniennes et l'obtiennent dans les deux mois. Le rassemblement a lieu dans le camp de Zaatari d'où ils partent en bus pour le point de passage de Tell Shaab. Une fois sur la frontière syrienne, ils sont pris en charge par l'ASL qui les réinstalle dans les zones « libérées ».

Jusqu'à la fermeture du dernier poste officiel en avril 2015 (Nassib-Jaber), les relations commerciales légales ont persisté entre Syrie et Jordanie (voir paragraphe 3.3). De même, par

²² Le paiement des passeurs pouvait s'échelonner entre 15 000 LS (80 \$) et 40 000 LS (200 \$), soit entre un et plus de deux mois d'un salaire moyen.

²³ Fin 2013, à Mafraq, nous avons interviewé un Syrien de Homs qui s'était rendu à Nassib en mai 2013 afin de traverser clandestinement la frontière comme des dizaines de milliers de personnes l'avaient fait avant lui. Deux jours après son arrivée, le point de passage fut fermé côté jordanien. Il dut attendre 4 mois dans cette localité afin de collecter de l'argent et de trouver des passeurs pour se rendre à Ruweished. Les déplacés étaient installés par l'ASL dans des écoles, des mosquées ou dans des maisons désertées.

voie clandestine, les échanges commerciaux semblent ne s'être jamais interrompus, bien au contraire. La contrebande, même si cela reste par nature inchiffrable, s'est largement développée dans le secteur frontalier du Sahel Hauran – Nord de Ramtha comme l'indiquent plusieurs entretiens réalisés dans ces villages jordaniens à la frontière syrienne : les armes, la drogue et le trafic d'animaux (des moutons) constituent les principaux produits de contrebande depuis le début du conflit. Ces échanges illégaux ont largement remplacé le trafic de cigarettes et de produits manufacturés que l'on pouvait se procurer moins cher en Syrie avant le déclenchement des hostilités. Les contrebandiers jordaniens bénéficient généralement de la complaisance des gardes-frontières, ou bien connaissent parfaitement les points faibles dans la surveillance de la frontière. Ainsi, au Nord de Shajara, le village d'Emrawah-Dnaibeh est un lieu de trafic important pour les armes légères en direction des combattants syriens. Situés à quelques centaines de mètres de la frontière, certains trafiquants originaires du village utilisent la topographie accidentée des lieux – vallées escarpées et talwegs du Wadi Yarmuk – pour transporter à dos d'hommes de l'armement en direction de Tell Shaab en Syrie. Leurs liens de famille avec les habitants de la partie syrienne du Hauran leur ont permis de se coordonner aisément avec des acheteurs. Mais au final, le trafic d'armes n'est que la continuité de réseaux de contrebande qui existaient déjà bien avant le conflit : ce secteur frontalier était une voie de passage pour divers produits de contrebande mais aussi pour des migrants clandestins (essentiellement des Soudanais cherchant à rejoindre le Liban).

Soucieuses de l'évolution de ces trafics, les autorités jordaniennes ont, à partir de fin 2013, considérablement renforcé leurs contrôles le long de leur frontière nord. Les véhicules des particuliers étaient alors plus régulièrement fouillés dans les zones frontalières côté jordanien, et des contrôles routiers mobiles ont commencé à être mis en place pour tenter d'intercepter des véhicules susceptibles de transporter armes et produits stupéfiants. Dès 2014, ces contrôles étaient courants au nord d'Irbid. Enfin, la gestion de la frontière passa aussi par la destruction de véhicules qui tentaient de franchir illégalement la frontière jordanienne en provenance de la Syrie. Ce phénomène, certainement l'œuvre de contrebandiers, comporte un caractère anxiogène majeur pour les autorités jordaniennes qui cherchent à se prémunir des infiltrations djihadistes sur leur territoire. A plusieurs reprises, en 2014, des véhicules auraient été détruits par l'armée (si l'on en croit la presse du royaume).

Dès l'été 2011, l'armement des premiers groupes de combattants rebelles du Hauran provenait d'actions contre des postes de gendarmerie ou de l'armée, ou encore des déserteurs qui parvenaient à fuir avec leurs armes légères et à rejoindre leur village. Outre le matériel qui était dérobé, les combattants du Hauran pouvaient aussi s'approvisionner auprès des trafiquants grâce à la contrebande venue de Jordanie²⁴ ou d'Irak, ou encore auprès d'officiers de l'armée syrienne corrompus. L'augmentation du prix des armes à feu, tant la demande est importante, a permis, dans les premières années du conflit surtout, aux trafiquants jordaniens de s'enrichir considérablement. Pour les autres catégories d'armes plus sophistiquées, c'est dorénavant un système d'acheminement différent qui s'est imposé : la livraison officieuse, mais sous contrôle des services de sécurité jordaniens, de l'armement américain et saoudien en direction des rebelles.

²⁴ Il est difficile de savoir avec certitude la provenance des armes. Les trafiquants jordaniens du Sahel Hauran nous ont affirmé, à demi-mots, qu'elles provenaient de la contrebande irakienne et peut-être saoudienne. Ces armes sont généralement échangées plusieurs fois entre divers intermédiaires avant d'être vendues en Syrie. De nombreux articles de journaux indiquent que des armes provenaient, à cette époque, des stocks libyens qui auraient été rachetés par le Qatar et transportés en Jordanie pour alimenter les rebelles syriens.

III. Frontière ou front militaire ? La circulation des armes et des combattants entre Jordanie et « Front Sud » de l'ASL

3.1 Financement et armement de l'ASL via la Jordanie : un enjeu sécuritaire

Depuis le début du conflit syrien, la Jordanie, comme tous les pays voisins de la Syrie, possède un œil braqué en permanence sur les événements qui s'y déroulent. Le devenir de cette dernière est stratégique pour l'avenir économique de la Jordanie mais aussi pour sa sécurité interne. Ainsi, contrôler les agissements des rebelles syriens à proximité de sa longue frontière nord s'est avéré, pour les autorités jordaniennes, un moyen de se prémunir de potentielles menaces.

Ouvert depuis la Jordanie, le système d'approvisionnement des rebelles du Hauran en matériel militaire et en combattants est longtemps resté un non-dit dans le royaume. Pourtant, dès novembre 2012, les services secrets américains sont chargés de former les premiers combattants syriens sur le sol jordanien²⁵. Cette information n'apparaîtra dans les médias qu'au cours de l'année 2013 au moment où les livraisons d'armes en direction des rebelles du Sud se faisaient plus importantes. Ces armes permettent aux combattants syriens rebelles de remporter, à partir du printemps 2013, d'importantes victoires sur le terrain (Ash'Shajara, Heet, Tafas, Dael, Tseel, Al Hrak) et de prendre le contrôle territorial du sud de la province de Deraa. Si la frontière se ferme pour les réfugiés, elle reste ouverte aux responsables militaires de l'ASL (qui formeront le « Front Sud » en février 2014) et aux combattants de certaines brigades qui viennent suivre un entraînement militaire, ou bien être soignés. Tout cela se fait sous la surveillance des services de sécurité jordaniens qui, avec leurs alliés américains et saoudiens, sont chargés d'entretenir et d'alimenter les fronts militaires dans le Hauran.

Le soutien aux rebelles depuis la Jordanie débute ainsi à l'automne 2012, alors que côté turc les premières livraisons d'armes semblent avoir eu lieu début 2012²⁶. Les armes seraient venues par avion de Croatie sur financements saoudiens (Barthe, 2013). Dirigées par les Etats-Unis et sous le contrôle des services de renseignement jordaniens, ces livraisons d'armes sont destinées aux groupes combattants « modérés » (non djihadistes), c'est-à-dire aux bataillons de l'ASL. A partir du moment où l'armée syrienne commençait à céder du terrain, Jordaniens et Américains ont cherché à renforcer la frange « modérée » de la rébellion pour ne pas laisser le champ libre aux groupes djihadistes qui commencent à s'imposer, partout ailleurs dans les zones contestées, comme principale force d'opposition à l'armée syrienne. Outre l'aide matérielle militaire, un camp d'entraînement pour la formation de rebelles syriens est installé en Jordanie au Nord d'Amman (« *King Abdallah special operation training center* » d'après Georges Malbrunot (2013). Durant toute l'année 2013, plusieurs dizaines de contingents sont formés en Jordanie pour participer aux opérations dans le Sud de la Syrie.

²⁵ Nous avons effectué en avril 2013 un entretien à Shajara (Sahel-Hauran en Jordanie), avec un ancien rebelle de l'ASL qui nous a expliqué comment il avait été retenu et entraîné par les forces spéciales américaines dans un camp militaire en Jordanie. Blessé quelques semaines après son retour en Syrie, il avait mis sa famille à l'abri dans ce village du Nord de la Jordanie.

²⁶ Entretien avec Abu Fahed, combattant et instructeur de l'ASL dans la Ghouta de Damas, Shajara, juin 2013.

Ce programme d'aide aux rebelles depuis la Jordanie, certes assez modeste à ses débuts (fin 2012) répond aux nouveaux enjeux posés par le conflit : la détérioration de la situation en Syrie, la perte du contrôle d'une partie des zones frontalières par le régime syrien et la montée en puissance des groupes djihadistes. La volonté d'encadrer des brigades de l'armée libre juste de l'autre côté de sa frontière apparaît pour la Jordanie comme un moyen de « sécuriser » le Sud syrien, afin de se protéger de la progression des djihadistes ou d'un retour de l'armée syrienne et de ses alliés (Hezbollah et Pasdaran-s). En permettant aux rebelles syriens de sanctuariser le Sud du Hauran, Amman s'assure, par leur contrôle, de l'éloignement plus au Nord des groupes indésirables. Cette stratégie s'est avérée payante dans plusieurs domaines puisqu'elle a également permis, comme nous l'avons noté plus haut, d'alléger le poids des réfugiés dans le royaume hachémite. Cette coordination entre Amman, Washington (et leurs alliés régionaux du Golfe) et le « Conseil militaire suprême » de l'ASL créé en décembre 2012²⁷ a aussi été un moyen pour les Américains de continuer à peser, discrètement, sur les affaires syriennes tout en offrant des garanties sécuritaires à ses alliés stratégiques. Le renforcement de la présence militaire américaine en Jordanie suite aux opérations dans le cadre de l'exercice « *Eager Lion* » en juin 2013 doit aussi être vu comme un moyen supplémentaire de sécuriser cette zone frontalière²⁸.

Début 2014, l'ASL est marginalisée sur les principaux terrains d'affrontement. Pendant que l'armée du régime renforçait, fin 2013-début 2014, sa présence dans plusieurs secteurs clés du territoire syrien (Qalamoun, Alep, nord de Hama), les puissances alliées contre le régime de Bashar el-Assad décidèrent de relancer l'armement des rebelles « modérés ». Alors que le Nord du pays demeurait sous la domination des rebelles islamistes²⁹, les Etats-Unis annoncèrent vouloir former des combattants en Jordanie (ce n'était en réalité que l'annonce officielle d'un processus engagé deux ans plus tôt) et en Turquie. Cela pour tenter de modifier les rapports de force en Syrie septentrionale et pour renforcer le front du Sud, où les rebelles « modérés » sont encore présents et tentent de trouver un second souffle. La stratégie n'a pas changé : entraîner des combattants syriens en Jordanie, le long de la frontière syrienne, et leur livrer des armes légères – pourquoi pas des plus sophistiquées si la situation le permet. En février 2014, une nouvelle coalition de rebelles « modérés » est créée dans le Hauran par l'opposition syrienne, grâce au soutien des Etats-Unis, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, avec pour but affiché de s'emparer du Sud syrien. Le « Front Sud » de l'ASL compterait, mi-2015, des milliers de combattants, regroupés en 56 brigades³⁰. Les objectifs des créateurs du Front Sud sont doubles : fidéliser des combattants opérationnels sur le terrain pour poursuivre la lutte contre le régime d'Assad, et faire barrage aux djihadistes.

²⁷ C'est l'instance qui commande les groupes rebelles de l'ASL. Elle chapeaute les actions de l'ASL sur l'ensemble du territoire syrien, divisé en 5 régions d'action militaire.

²⁸ Washington, suite à l'opération de coopération militaire « *Eager Lion* », décide de déployer des F16 et des missiles Patriot le long de la frontière syrienne côté jordanien. <http://www.stripes.com/news/us-participating-in-international-eager-lion-exercise-in-jordan-1.225511>

²⁹ « En prenant le pas sur l'ASL, plutôt modérée et soutenue par l'Occident, ils (les djihadistes) ont bousculé le rapport de force à l'intérieur de l'opposition armée au régime. Une grande partie des armes fournies par les Etats occidentaux sont tombées entre leurs mains. Conséquence : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, entre autres, ont suspendu leur livraison de peur que ces armes ne soient retournées plus tard contre ceux qui les ont livrées » (Benaïchouche, 2014).

³⁰ Au début de l'année 2014, plusieurs brigades se regroupent sous une structure de commandement commun nommée « Front Sud » (*Al-Jabhat al-Janubia*). Fin 2014, elle est rejointe par une nouvelle coalition de groupes appelée « Les faucons du Sud » (*Saqour al-Janoub*) ; début 2015, une nouvelle structure coalisée s'y agrège : « Première armée » (*Jaish al-Awwal*).

Même si les groupes islamistes sont moins puissants en Syrie méridionale que dans le Nord du pays, la présence du *Jabhat el-Nosra* (JAN) et de membres de l'Etat islamique (EI) inquiète les Etats riverains (Israël et Jordanie) (Sands, 2015a).

A partir du début 2014, et ce jusqu'au gel des opérations en octobre 2015, la Jordanie occupa une fonction de « plate-forme opérationnelle » pour le financement, l'armement et l'entraînement des rebelles syriens. Le but était de constituer une armée libre « nouvelle génération » dans le Hauran pour lutter contre le régime de Damas en séparant les troupes rebelles « fréquentables » (bons alliés sur le terrain) des groupes « non-fréquentables » (EI et le JAN), ce qui devait permettre, pensait-on, de sécuriser par la même occasion les frontières avec la Jordanie et Israël. Mais pour la Jordanie, le mode de traitement de cet enjeu sécuritaire était risqué, puisqu'elle s'exposait aux représailles de ses ennemis ainsi directement désignés : Damas et les djihadistes.

3.2 Une circulation transfrontalière sous contrôle des services secrets jordaniens et du *Military Operations Center* (MOC)

Derrière cette coalition rebelle toute nouvelle, le poids des alliés (Jordanie, Etats-Unis, Europe, Golfe) est primordial. Le MOC, basé à Amman, en est le centre de commande unique et ultime. C'est lui seul qui s'occupe de l'approvisionnement en armes des rebelles du Front du Sud, de la sélection des combattants et de leur entraînement sur le sol jordanien. Cette cellule de commandement des opérations dans le Hauran est composée de représentants des services de renseignement et de spécialistes en affaires militaires de la Jordanie, des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite, du Qatar et de quelques pays européens (Grande-Bretagne, France). Les alliés les plus actifs de la Jordanie sont les Américains puisqu'ils fournissent les armes (armes légères mais aussi missiles antichars BGM-71 TOW), filtrent les combattants rebelles³¹ et fournissent des instructeurs pour encadrer le stage d'entraînement en Jordanie. L'Arabie saoudite est très présente également ; elle reste la trésorière du système. Nous avons pu interroger des combattants rebelles et des activistes syriens du Hauran qui nous ont expliqué le mode de fonctionnement du recrutement.

Ahmed est originaire de Bosra el-Sham. Il fait partie d'un bataillon de l'ASL qu'il nomme « *Jaish el-Yarmuk* » (armée du Yarmouk³²). Il est venu en Jordanie pour recevoir une formation militaire en mars 2014 dans le camp prévu à cet effet. Nous livrons son récit : « Nos chefs de bataillon en Syrie sont en relation avec le centre MOC. Eux seuls peuvent effectuer des allers-retours. Ils viennent régulièrement en Jordanie pour s'entretenir avec les responsables du MOC et prendre leurs ordres. J'ai été choisi par mon chef de bataillon pour accomplir l'entraînement militaire en Jordanie. Ce sont les chefs de *katiba* (phalange) qui proposent au MOC les noms des soldats. Notre identité est contrôlée par les services de renseignement américains pour voir si nous ne sommes pas fichés comme « terroristes ». Si tout est bon, on obtient l'autorisation de venir en Jordanie. Nous sommes venus à plusieurs par la route militaire qui passe à côté de Tell Shaab, seul moyen de traverser la frontière avec l'autorisation des services de renseignement jordaniens. C'est par là que passent les blessés et

³¹ La sélection des combattants syriens est une étape importante car pour éviter le fiasco irakien ou afghan, les Etats-Unis cherchent à recruter des hommes qui ne se retourneront pas contre eux. Ainsi, « cette tâche a été confiée à la « *Combined Joint Interagency Task Force* » créée pour l'occasion et composée des spécialistes du contre-terrorisme (DIA, CIA, US Army) » (Stewart, 2015).

³² Brigade intégrée dans « Faucons du Sud ».

l'armement ! (...) A l'arrivée, les Jordaniens ont pris nos empreintes digitales et ont scanné nos yeux. On a dû laisser nos portables dans une salle et ils nous ont posé des questions : « Avec quelle *katiba* tu combats ? » (...). Ensuite, je ne sais pas où ils nous ont transporté car on a voyagé dans un véhicule aux vitres teintées puis on a pris l'avion. Le stage a duré deux semaines. Tous les instructeurs étaient américains et nous avions des interprètes arabes. Nous sommes ensuite retournés en Syrie » (entretien Skype, juin 2015).

Le système d'aide à l'ASL est, comme on peut le voir, centrée sur le Sud de la Syrie. L'entraînement en Jordanie ne s'adresse qu'aux rebelles de l'ASL qui se trouvent dans les provinces de Deraa, de Quneitra et du Sud de *Rif Dimashq* (Damas rural). Tous les autres sont en lien avec le PC de Turquie. Nos contacts en Syrie, activistes et membres de l'ASL, nous ont expliqué que les deux fronts de l'ASL étaient bien distincts³³ et qu'ils ne communiquaient pas facilement entre eux. Chaque front est alimenté depuis le pays voisin le plus proche et fonctionne un peu en vase clos. Ainsi, les armes qui proviennent de Jordanie ne sont destinées qu'aux groupes rebelles du Hauran et du Golan.

L'ASL demeure dans le Sud de la Syrie sous le contrôle exclusif du MOC. La route militaire de Tell Shaab, unique point de passage transfrontalier par où circulent les membres de l'ASL et les armes, est devenue son cordon ombilical. Le contrat demeure le suivant : allégeance et fidélité contre armement et approvisionnement. Si les armes venaient à être disséminées auprès de groupes rebelles djihadistes, le contrat pourrait être immédiatement rompu ; le Front Sud risquerait alors de perdre son soutien vital. En plus des aides extérieures, l'ASL peut effectuer des recrutements de combattants dans le camp de Zaatari ou dans les villages du Nord jordanien³⁴. Les jeunes recrues sont conduites, sous supervision des autorités jordaniennes, à la frontière syrienne et recevront une formation militaire en Syrie dans des camps d'entraînement situés dans les secteurs « libérés » de la présence du régime.

Ainsi, la gestion de la frontière syrienne par la Jordanie illustre une politique qui s'appuie sur la qualité de son armée et de ses services de renseignements (GID). Cet aspect apparaît particulièrement important en ce qui concerne le soutien aux groupes rebelles du Front Sud : certes, l'argentier est saoudien et l'encadrement est américain, mais les Jordaniens jouent un rôle crucial d'intermédiation avec les groupes rebelles, ainsi que de collecte de renseignements sur ces derniers. Cela est rendu possible non seulement par la proximité culturelle et les liens tribaux transfrontaliers entre Hauran (Syrie) et Sahel Hauran (Jordanie) mais aussi par le fait que le GID possède une réputation de professionnalisme qui paraît manquer à son équivalent saoudien, par exemple. L'expertise des renseignements jordaniens est certainement un élément qui confère à Amman un degré d'influence dans les décisions du MOC.

3.3 L'enjeu de la route commerciale entre Amman et Damas

Fin 2014 et début 2015, le Front Sud a enregistré plusieurs victoires importantes : le régime ne contrôle plus que la partie septentrionale du Hauran et un couloir le long de l'autoroute qui

³³ Jawad el-Massalme, activiste, Deraa par Skype, juin 2015.

³⁴ « Chaque jour en fin d'après-midi, quatre bus de réfugiés repassent la frontière côté Syrie : trois transportent des civils, le quatrième achemine des combattants de l'ASL. Le General Intelligence Department (GID), le puissant service de renseignement du royaume, contrôle les identités. Dans le camp de Zaatari, des agents recruteurs de l'ASL repèrent de nouveaux combattants » (Chesnot, 2013).

mène à Deraa, et qui a été coupé par intermittences (comme aux environs de Khirbet Ghazaleh au printemps 2013³⁵). La présence de troupes iraniennes et du Hezbollah dans le Hauran lors de l'offensive de l'armée syrienne de février-avril 2015 au sud de Damas se traduit par l'accélération des livraisons d'armes à l'ASL depuis la Jordanie (Sands, 2015b). Ces aides s'avèreront précieuses dans les batailles suivantes comme la prise de Bosra en mars et de Nassib en avril³⁶.

Afin d'assurer sans risque la poursuite des échanges commerciaux entre Damas et Amman, et plus globalement entre le Liban et le Golfe, cette route a été détournée pour permettre aux marchandises de continuer à circuler. Entre le printemps 2013 et avril 2015, le fret international emprunte la route de Sweida totalement contrôlée par Damas, puis poursuit vers Diebien (Sud-Ouest de la province de Sweida) et longe la frontière jordanienne (par Tiesya) jusqu'au poste de Nassib/Jaber resté actif durant toute cette période (carte 3). Par cette route, totalement sous contrôle militaire de Damas, les échanges commerciaux entre Syrie et Jordanie se sont maintenus. Le maintien de ce lien commercial n'aurait pas pu se faire sans un accord entre la Jordanie, l'ASL et le régime syrien pour protéger le commerce « de Tartous à Dubaï ». En effet, l'étroitesse du corridor octroyé à l'armée de Bashar el-Assad le long de la frontière jordanienne ne peut s'expliquer autrement que par la volonté du royaume de conserver un lien commercial avec la côte méditerranéenne ; car militairement rien n'empêchait les rebelles de conquérir cette fine bande frontalière ainsi que le poste de Nassib.

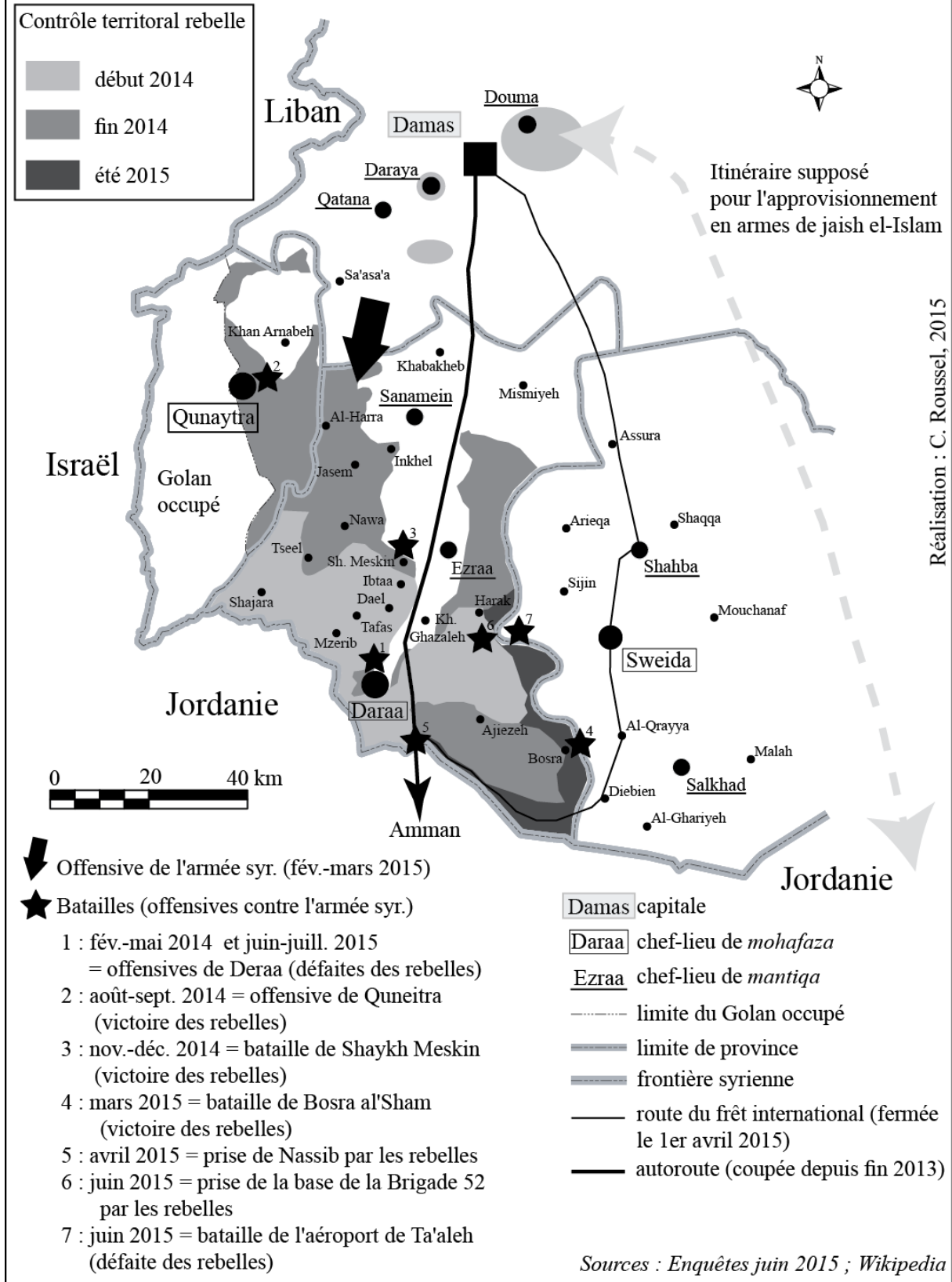
Pourtant le 1^{er} avril 2015, dans le cadre des offensives dans le Hauran coordonnées par le MOC contre les troupes syriennes et leurs alliés, le poste de Nassib tombe aux mains des rebelles ; la route militaire destinée à la circulation des marchandises se ferme. Le régime syrien quitte la frontière jordanienne pour la première fois depuis le début du conflit, et laisse le contrôle à l'ASL et aux islamistes du JAN. Les conséquences sur l'économie jordanienne sont lourdes. Dans l'attente de rapports détaillés sur la situation économique, nous pouvons simplement écrire que le manque à gagner est important pour le pays. Lors d'un entretien réalisé à Ramtha en juin 2015, un commerçant jordanien spécialisé dans l'import-export de produits de construction (pierres, marbres...) avec la Syrie affirme qu'il a dû modifier ses itinéraires de transport pour continuer à vendre ses marchandises en Jordanie et en Egypte. La fermeture de la route syrienne l'a contraint à effectuer le transport de ses conteneurs depuis le port de Lattaquié jusqu'à Aqaba : il lui faut désormais un mois pour être livré, au lieu de quelques jours. Les coûts de transport sont quatre fois plus élevés. A Amman, au lendemain de la prise de Nassib, on évoquait la possibilité de rétablir une route commerciale avec Damas via la province de Sweida – toujours sous contrôle de Damas –, car il serait difficile de renégocier de nouveaux accords douaniers tripartites entre les autorités du royaume, les rebelles et le régime de Bashar el-Assad. Et surtout les commerçants et les transporteurs ne font pas confiance aux rebelles depuis les kidnappings de chauffeurs libanais en avril 2015 lors de la prise de Nassib. Quoi qu'il en soit, aucun arrangement n'avait été trouvé à l'été 2015. La frontière entre Syrie et Jordanie demeurait donc désertée par le transport commercial légal.

³⁵ La route a été prise par la rébellion durant plusieurs semaines au printemps 2013 avant d'être reprise par le régime au mois de mai.

³⁶ Source : https://en.wikipedia.org/wiki/2015_Southern_Syria_offensive

Cet épisode est éclairant quant à la stratégie jordanienne vis-à-vis de son voisin syrien. Même si les relations jordano-syriennes restent tendues, Amman, soucieux pour sa sécurité intérieure et ses intérêts économiques, demeure prudent envers le régime syrien.

Carte 3 : Evolution de la situation dans le Sud de la Syrie (été 2013-été 2015)



Conclusion

La question sécuritaire en Jordanie est passée, jusqu'à maintenant, par un contrôle renforcé de sa frontière et de son territoire, car pour Amman le danger ne semble plus venir d'une attaque militaire – comme on pouvait encore le penser en 2013 suite à l'utilisation d'armes chimiques en Syrie – mais plutôt d'actes de terrorisme. Car ce sont les djihadistes, combattants dans la rébellion syrienne, qui sont perçus désormais comme une menace. Touché par des attentats islamistes en 2005, le royaume s'est engagé, en 2014, auprès de la coalition internationale qui combat l'EI en Syrie et en Irak. La Jordanie partage avec ces deux pays de longs tronçons de frontière – représentant 556 kilomètres au total – qui sont centraux dans leur stratégie sécuritaire nationale. Le contrôle des réfugiés syriens, des marchandises de contrebande, mais aussi des miliciens syriens du Hauran constitue les principales raisons expliquant pourquoi, depuis le déclenchement du conflit en Syrie, la frontière syro-jordanienne est particulièrement surveillée par les autorités du pays.

Pour cela, Amman s'appuie sur des services de renseignement efficaces et une armée solide. De plus, le royaume conserve des relations avec tous les acteurs du conflit, un moyen d'équilibrer sa diplomatie comme l'a bien remarqué Jalal Al-Husseini (2013) : d'un côté, sa stratégie a maintenu en vie les idées originelles de la « Révolution syrienne » dans le Hauran, même sous une forme embryonnaire, alors qu'elles sont mortes depuis longtemps dans le reste du pays (territoire kurde mis à part et d'une toute autre manière). Le contrôle hermétique de sa frontière empêche toute circulation de djihadistes ; c'est pour cela que l'ASL reste active dans le Hauran.

De l'autre, le royaume jordanien n'a pas totalement coupé les ponts avec Damas même si, en 2015, des incidents militaires à la frontière (bombes sur la ville jordanienne de Ramtha durant la bataille de Deraa en juin 2015) s'étaient ajoutés à d'autres anicroches. L'expulsion de l'ambassadeur syrien d'Amman en mai 2014, Mr Bahjat Suleiman, avait semblé marquer le début de la rupture diplomatique entre Damas et Amman. Mais la Jordanie a toujours joué une sorte de double jeu, soutenant l'ASL tout en continuant à maintenir des liens politiques et commerciaux avec la Syrie voisine.

Plus que jamais, comme le note un opposant syrien de Deraa, Damas et Amman partagent un ennemi commun : l'islamisme radical. « Moralement, la Jordanie soutient la révolution depuis le début. Elle nous a hébergés dès le premier jour des affrontements à Deraa. Mais la Jordanie dépend de la Syrie sur le plan économique et la lutte contre le « terrorisme islamique » pourrait bien passer par Damas. Il y a toujours, malgré les désaccords, une représentation diplomatique de la République arabe syrienne à Amman ! »³⁷.

L'obsession sécuritaire de la Jordanie explique qu'elle ait choisi de se coordonner militairement avec la Russie, lorsque l'armée russe est entrée en Syrie pour soutenir le régime³⁸ : il s'agit d'un pays, par ailleurs, avec lequel Amman a toujours maintenu des relations fortes. Car l'abandon du programme d'approvisionnement de l'ASL par les Etats-Unis via la Jordanie a modifié sensiblement la donne : le JAN s'est renforcé dans le Hauran à partir de l'automne 2015 ; les rebelles du Front Sud ne sont plus actifs depuis que les activités

³⁷ Entretien avec Yaroub Mahamid, Amman, juin 2015.

³⁸ Amman annonce qu'elle coordonnera ses opérations militaires dans le ciel syrien au-delà de sa frontière nord avec Moscou. Sources : <http://assafir.com/Article/50/449782/AuthorArticle>

du MOC ont été gelées. D'après des discussions que nous avons pu avoir avec des officiels jordaniens et israéliens, il apparaît que ces deux pays seraient dorénavant plus favorables à un retour du régime dans le Sud de la Syrie qu'à une situation qui échapperait à tout contrôle, et qui risquerait de déboucher sur une perte de territoires au profit des djihadistes. Au final, après bientôt cinq années de conflit, Amman ne semble pas souhaiter la chute du régime de Bachar el-Assad et les services secrets des deux pays pourraient bien reprendre leur coopération.

AL-HUSSEINI, J., 2013, « La Jordanie face à la crise », in : Burgat, F., Paoli, B. (dir.), 2013, *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, p. 282-288.

BARTHE, B., 2013, « Le Sud de la Syrie, nouveau foyer rebelle », *Le Monde*, publié le 19 avril 2013.

BENAICHOUCHE, T., 2014, « Syrie : un nouveau Front rebelle se déploie pour contrôler le Sud », *RFI*, publié le 1 mai 2014. URL : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140501-syrie-nouveau-front-rebelle-deploie-controler-le-sud/>

CHESNOT, C., 2013, « Syrie/Jordanie : double-jeu à la frontière », *Blog Quai d'Orient*, posté le 4 octobre 2013.

FISHMAN, B., 2014, « Jordan: Caught in the Middle Again », *Survival: Global Politics and Strategy*, vol. 56, Issue 6, p. 39-48.

ICG, 2015, « New Approach in Southern Syria », *Middle East Report*, n° 163, Beirut/Brussels, 38 p.

LUND, A., 2014, « Does the « Southern Front Exist ? », *Carnegie*, March 21, 2014.

LUND, A., 2015, « Defense in Depth: Jordan Eyes Increased Involvement as Borders Crumble », *Carnegie*, April 20, 2014.

MALBRUNOT, G., 2013, « Des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens au Jordanie », *Le Figaro*, publié le 1^{er} mars 2013.

MALIK, N., 2014a, « Syrian Conflict Transforms Regulations in Jordan », *Carnegie*, May 28, 2014.

MALIK, N., 2014b, « Jordanians Split Over the War in Syria », *Carnegie*, March 18, 2014.

ROUSSEL, C., 2014, « Transformations of Trans-Border Areas in the Context of the Syrian Conflict », *NORIA (network of researchers in international affairs)*.

SAMMONDS, N., 2013, « Réfugiés palestiniens en Jordanie : « Un chien a plus de liberté que nous », *Amnesty International*.

SANDS, P., 2015a, « Lines Blur in Effort to Stop ISIL's March on South Syria », *The National*, May 10, 2015.

SANDS, P., 2015b, « Iranian-Backed Forces Move against Syria's Southern Front », *The National*, February 28, 2015.

STEWART, P., 2015, « Pentagon to deploy 400 troops to train Syrian rebels », *Reuters*, published the 16 January 2015.